

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité Administrative
Bât. A
24016 Périgueux

Périgueux, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET TRAITEMENT D'ORDURES MENAGERES DE NONTRON

247 impasse du bois des CHARRETS

—

24300 St Front Sur Nizonne

Références : DD/UbD24-47/026/2026

Code AIOT : 0100027569

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET TRAITEMENT D'ORDURES MENAGERES DE NONTRON implanté ZAE des RADES 103 rue Jean Mermoz 24310 Brantome en Périgord. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET TRAITEMENT D'ORDURES MENAGERES DE NONTRON
- ZAE des RADES 103 rue Jean Mermoz 24310 Brantome en Périgord
- Code AIOT : 0100027569
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SMCTOM) de Nontron exploite une déchetterie sur la commune de Brantome.

L'exploitant dispose, depuis le 25 juillet 2024, d'un arrêté préfectoral d'enregistrement pour l'exploitation d'une déchetterie pour un volume susceptible d'être présent est de 400 m3.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
15	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2	Sans objet
2	Envol des poussières.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 6	Sans objet
3	Intégration dans le paysage.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7	Sans objet
4	Surveillance de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8	Sans objet
5	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Sans objet
6	Caractéristiques des sols.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 12	Sans objet
7	Cloîture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
8	Accessibilité.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16	Sans objet
9	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet
10	Prévention des chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > I.	Sans objet
11	Prévention des chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > II.	Sans objet
12	Zone de dépôt	Arrêté Ministériel du 26/03/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	pour le réemploi.	article 28	
13	Stockage rétention.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > III.	Sans objet
14	Stockage rétention.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV.	Sans objet
16	Admission des déchets.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42	Sans objet
17	Réception et entreposage.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42 > I.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection est la première inspection depuis la notification de l'arrêté d'enregistrement. L'exploitant a modifié quelques aménagements prévus dans le dossier d'enregistrement en déplaçant notamment le bassin de rétention ou en prolongeant une voirie mais qui sont sans conséquence sur de potentiels impacts ou d'incidences. Toutefois, l'état général du site atteste d'un entretien satisfaisant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : Les installations diffèrent légèrement de ce qui était prévu au dossier. Des adaptations ont du être faites lors des travaux tel que l'emplacement du bassin de rétention. L'exploitant a transmis un plan de recollement du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Envol des poussières.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée :

<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour empêcher les envois de poussières et les dépôts de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique.
<p>Constats :</p> <p>Les surfaces des plateformes sont entièrement étanchées. Aucune accumulation de poussière n'a été observée sur le site lors de l'inspection.</p> <p>Le jour de la visite, la chaussée était humide en raison de récentes averses. L'inspection n'a révélé ni dépôts de boue sur la voirie de la déchèterie, ni sur les routes avoisinantes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Intégration dans le paysage.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déchetterie est implantée au cœur d'une zone d'activités. Elle n'est pas visible depuis la route départementale 939 et se situe à proximité d'un magasin de matériaux de construction et d'un site de stockage de bonbonnes de gaz.</p> <p>Selon le plan d'aménagement de la déchetterie, des plantations de haies et d'arbres (cerisiers, tilleuls) étaient prévues.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que certaines haies avaient bien été plantées, mais cette opération a eu lieu juste avant la canicule de 2024 d'après l'exploitant, ce qui a probablement compromis leur reprise.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance de l'installation.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Prévention des accidents et des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitation du site se fait sous la responsabilité du monsieur Patrick COLAS.</p> <p>Aucun stockage définitif de produits dangereux n'est fait sans son accord. L'utilisateur dépose les déchets dangereux à l'entrée du local de stockage des déchets dangereux dans des bacs temporaires et le responsable du site se charge de les déposer dans les bennes adéquates.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Localisation des risques.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un plan d'ensemble des installations identifiant les zones à risques (infectieux, incendie, pollution et explosion).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Caractéristiques des sols.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets dangereux sont entreposés sous abri, dans des bacs étanches. Ces bacs sont placés sur une plateforme bétonnée, à l'intérieur de containers sécurisés, dont l'accès est réservé au seul responsable du site.</p> <p>La zone de stockage est ceinturée par un caniveau, directement raccordé à un bassin de rétention pour prévenir tout risque de pollution.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : L'établissement est entièrement sécurisé par une clôture périphérique. Les points d'accès sont équipés de barrières pour en contrôler l'ouverture. L'entrée sur le site est strictement réservée aux détenteurs d'un badge, disponible en trois versions selon le profil : usager, professionnel ou collectivité. Afin de garantir la sécurité et l'organisation des flux, le site est limité à cinq véhicules en même temps. Les voies d'entrée et de sortie sont distinctes, ce qui permet d'éviter tout croisement entre les poids lourds assurant l'enlèvement des bennes et les usagers circulant sur des accès dédiés. Les jours et les heures d'ouverture sont affichées à l'entrée de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Accessibilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site. Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé. Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment large afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.
Constats : Comme indiqué précédemment, l'accès au site est réservé aux détenteurs d'un badge et est limité à cinq véhicules. La vitesse est limitée à 5 km/h et est affichée à l'entrée du site. Les différentes aires de stockage sont accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Le local de stockage de déchets dangereux disposent de 4 accès réparties sur les deux façades

permettant le passage des sauveteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.
<p>Constats :</p> <p>Un poteau incendie, d'un débit de 60 m3/h selon l'exploitant, se trouve au carrefour de la rue Jean Mermoz et de la rue Pierre Georges Latécoère en face de l'entrée réservée à l'exploitation. Des extincteurs sont répartis sur le site. Des panneaux signalétiques en indiquent leur emplacement.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un plan d'ensemble des installations identifiant les zones à risques (infectieux, incendie, pollution et explosion).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des chutes et collisions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p>
Constats :

La déchèterie est une déchèterie à plat. Il n'y a pas de quai de déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des chutes et collisions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.
Constats : La déchetterie est à plat. Il n'y a pas de quai de déchargement. Les voiries dédiées à la circulation des usagers sont matérialisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Zone de dépôt pour le réemploi.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord. Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10 % de la surface totale de l'installation.
Constats : Le secteur dédié à réceptionner les objets à destination d'une ressourcerie est localisé à l'entrée du site. Les objets collectés sont stockés temporairement avant envoi à la ressourcerie local "le tricycle enchanté".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stockage rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon

à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.
<p>Constats :</p> <p>Les produits dangereux sont confinés sous abri, dans des bacs étanches. Ces bacs sont disposés sur une plateforme bétonnée imperméabilisée, à l'intérieur de containers sécurisés. L'accès à ces derniers est strictement réservé au responsable du site, garantissant une traçabilité et une sécurité maximales.</p> <p>La zone de stockage est délimitée par un caniveau périphérique, connecté à un bassin de rétention. Ce dispositif permet de capter et contenir d'éventuelles fuites ou eaux de ruissellement contaminées, en conformité avec les normes environnementales en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Stockage rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de sinistre, les eaux accidentelles et d'incendie sont collectées dans un bassin de rétention en transitant par un séparateur hydrocarbure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, La ressource en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint</p>

la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de pluie risquant d'être contaminées sont d'abord filtrées par un séparateur à hydrocarbures avant d'être acheminées vers un bassin de rétention.</p> <p>À la demande des services d'inspection, l'exploitant de la déchèterie (ouverte depuis le 4 novembre 2024) a confirmé que le séparateur n'avait jamais été curé depuis sa mise en service. L'inspection a alors exigé l'ouverture du séparateur pour vérification. Cette opération s'est avérée complexe du fait de l'absence d'outil adapté (ex. : barre à mine) pour soulever la trappe et de l'infiltration de terre ayant obstrué les joints, rendant l'accès difficile.</p> <p>Une fois ouvert, le séparateur a été jugé ne nécessitant pas de vidange, selon les observations de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle que les équipements doivent être vidangés et curés au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et que le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>L'exploitant devra programmer cette opération avant le 4 novembre 2026.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 16 : Admission des déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'utilisateur, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion. Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un panneau, disposé à l'entrée du site, liste les déchets acceptés et non acceptés sur le site, informe des jours et des horaires d'ouverture.</p> <p>Sur un autre panneau, l'exploitant a affiché la disposition de l'établissement pour déposer les apports.</p>

Les usagers déposent les déchets dangereux à l'entrée du local de stockage de déchets dangereux. Le responsable du site les réceptionne et les stockent dans les compartiments dédiés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Réception et entreposage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42 > I.

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.

Constats :

Les déchets non dangereux sont déposés directement dans des bennes compacteurs. L'affectation des différentes bennes est clairement indiquée par un affichage approprié.

Type de suites proposées : Sans suite